

<b>Zeitschrift:</b>	Revue Militaire Suisse
<b>Herausgeber:</b>	Association de la Revue Militaire Suisse
<b>Band:</b>	57 (1912)
<b>Heft:</b>	4
<b>Artikel:</b>	La suisse en 1815 : le second passage des Alliés et l'expédition de Franche-Comté [suite]
<b>Autor:</b>	Muret, H. / Cérenville, B. de
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-339420">https://doi.org/10.5169/seals-339420</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## LA SUISSE EN 1815

### Le second passage des Alliés et l'expédition de Franche-Comté.

(Suite.)

Napoléon n'avait pas attendu d'être fixé sur les intentions de l'Europe pour se préparer à la lutte suprême.

En France, tous les éléments capables de combattre avaient été mobilisés, réservistes, retraités, gendarmes, douaniers, corps francs. Quelques généraux à la veille de cette nouvelle campagne laissaient bien deviner leur secrète lassitude ; mais dans son ensemble, l'armée restait pleine d'enthousiasme, et toute dévouée à l'empereur. Reconstituée par Davout, elle mettait à la disposition de son chef 284 000 hommes de première ligne ; 150 000 gardes nationaux formaient la réserve ; 50 000 matelots et canonniers gardaient les côtes. A la fin de juin, Napoléon pouvait opposer 500 000 hommes au million de soldats mis sur pied par la Coalition.

Son plan était fixé. Fidèle à ses principes d'offensive, il comptait avec le gros de l'armée foncer sur les Alliés dans le Nord et les battre isolément. Le reste de ses troupes demeurait sur la défensive. L'Empereur en avait formé 9 groupes, soit armées ou corps d'observation de force variable. Le corps principal, fort de 125 000 hommes, et dont Napoléon conservait le commandement immédiat, marchait sur la Belgique. L'armée de la Moselle, 15 000 hommes sous Gérard, et l'armée du Rhin, 23 000 hommes sous Rapp, tenaient les Vosges et la frontière rhénane. Venaient ensuite le corps d'observation du Jura, 8000 hommes commandés par Lecourbe et échelonnés de Bâle au fort de l'Ecluse, puis l'armée des Alpes, 23 000 hommes sous les ordres de Suchet et répartis entre le pays de Gex et le Dauphiné.

Les quatre derniers corps, en Provence, dans les Pyrénées occidentales et orientales et en Vendée, assuraient les multiples frontières de la France et réprimaient les troubles de l'intérieur.

De ces différents groupes, deux intéressaient directement la Suisse, le corps d'observation du Jura et l'armée des Alpes.

Leur organisation, leur composition, leurs ressources morales et matérielles méritent un examen attentif; elles caractérisent bien les conditions dans lesquelles furent levées les dernières armées de Napoléon; elles font nettement ressortir le contraste entre l'ardeur des soldats et la pauvreté des moyens militaires à l'insuffisance desquels l'Empereur n'avait pu entièrement parer, malgré des prodiges.

La première, l'armée des Alpes fut sur pied. Suchet, un enfant de Lyon, en prit le commandement dès les premiers jours de mai. Il se mit courageusement à sa lourde tâche, qui consista tout d'abord à rassembler, à équiper et à armer les éléments disparates dont il disposait.

Bientôt des rapports désespérés parviennent à Davout et à l'Empereur. L'argent fait défaut; les magasins d'armée sont vides; on manque d'habits et de capotes; les chevaux d'artillerie et les mulets de transport sont introuvables. « L'enthousiasme des gardes nationaux, dit Suchet, ne peut tenir contre l'état de nudité dans lequel on les laisse. » 2000 d'entre eux, envoyés à Aix pour soutenir la 24<sup>me</sup> division, n'ont ni gibernes, ni sacs, ni habillements. Les mutations, les déplacements continuels paralysent toute l'organisation des troupes. Les divisions de Grenoble et de Valence sont incapables de tenir campagne.

Cependant, le péril augmente. Avant même d'avoir connaissance de la convention du 20 mai, Suchet considère comme certaine l'offensive de l'armée suisse. « Dans quelques jours, écrit-il, en date du 7 juin, la petite armée des Alpes aura à lutter avec 8000 hommes de ligne et 4000 de gardes nationaux, contre les armées autrichiennes, suisses et piémontaises. Sans un secours positif et prompt de 20 000 hommes, devenu indispensable aujourd'hui, il serait insensé de prétendre arrêter longtemps les Alliés. »

Pourtant, en date du 15 juin, Suchet était parvenu à rassembler tant bien que mal 23 617 hommes dont 13 000 mobilisés. Il en avait formé deux divisions d'infanterie, la 22<sup>e</sup> et la 23<sup>e</sup>, une division de cavalerie, la 45<sup>e</sup>, et une division de garde nationale d'élite.

Ce fut à la 23<sup>e</sup> division, commandée par le général Dessaix, qu'échut la mission de surveiller Genève et de couvrir la ligne de l'Arve. Dessaix avait sous ses ordres 3000 hommes de ligne, 1500 à 2000 gardes nationaux mal équipés, 500 chevaux et 3

compagnies d'artillerie. Le 28 mai, le général parti en reconnaissance avec son chef le maréchal Suchet, parcourut les environs de Genève.

Le fort de l'Ecluse constituait le point de jonction entre le secteur de l'armée des Alpes et celui du corps d'observation du Jura. Ce dernier groupe, chargé de tenir tous les passages sur les frontières suisse et alsacienne jusqu'à la Trouée de Belfort, était commandé par Lecourbe, l'énergique soldat de la campagne d'Helvétie. En disgrâce, relégué à l'arrière-plan pendant plusieurs années, le vieux guerrier reparaissait sur la scène militaire, plein d'entrain et de vigueur. Il avait reçu pour mission de contenir toute offensive venue de Bâle ou débouchant par les défilés du Jura. Pour défendre le front très étendu qui lui avait été assigné, il ne disposait, en date du 15 juin, que de 8420 hommes, dont 5500 mobilisés (18<sup>me</sup> division d'infanterie, 9<sup>e</sup> de cavalerie et 2 divisions de gardes nationaux et mobilisés). Ces troupes ne se trouvaient guère en meilleur état que les soldats de Suchet. A Belfort et à Grenoble, c'étaient les mêmes plaintes. « L'esprit est excellent, écrivait Lecourbe... mais quelle misère ! pas d'argent, pas de vivres ! » Les objets d'équipement les plus élémentaires faisaient défaut. Le dénuement provoqua quelques désertions parmi les gardes nationaux.

Mal secondé par des lieutenants dont il n'était pas sûr, Lecourbe déploya une activité étonnante. Toute une série de points importants furent mis en état de défense. Belfort devint une place redoutable. On exécuta des travaux à Blamont, Pont de Roide, Morteau, Jougne et dans les défilés à la hauteur du lac de Saint-Point. Enfin la Faucille et les Rousses furent soigneusement fortifiés. C'était une belle ligne de défense à laquelle ne manquaient que les soldats. Lecourbe avait aussi organisé en Suisse un service d'espionnage très complet pour lequel Davout lui accorda tous les crédits nécessaires et qui lui permit d'être très rapidement informé des premières opérations autrichiennes.

A côté des troupes régulières, on vit s'organiser, avec l'autorisation de l'Empereur, des corps francs qui surgirent notamment dans le Bugey, la Bresse et le pays de Gex. Recrutés sans contrôle, ces partisans rôdaient dans la contrée, commettant toutes espèces de déprédations. Ils ménageaient si peu leurs propres concitoyens, que dans quelques villages français les autorités réclamèrent contre les pillards la protection des troupes suisses.

Bien avant l'ouverture des hostilités, ils provoquèrent à la frontière des incidents continuels. Sur les bords de l'Arve, ils échangeaient des coups de feu avec les postes suisses. Des alertes eurent également lieu à Ste-Croix. Dans la nuit du 23 au 24 avril, une véritable fusillade entendue à Vallorbe fit monter jusqu'à Ballaigues toute la garnison d'Orbe. Quelques jours après, dans la nuit du 29 au 30 avril, à Nyon, un poste argovien sur lequel on avait tiré riposta par plusieurs salves. Les troupes du colonel Guiguer furent alarmées et marchèrent sur le Jura. En même temps, on sonnait la générale dans toutes les localités de Nyon à Morges, où se trouvaient des détachements suisses.

Ce branle-bas semblait bien disproportionné à l'incident qui l'avait provoqué. Il est probable que cette dernière affaire fournit au colonel de Gady, très méfiant à l'égard des Vaudois, une bonne occasion de contrôler la discipline de ses soldats. On alla jusqu'à prétendre qu'il s'agissait d'un coup monté par l'officier fribourgeois. Quoi qu'il en soit, Girard eut tout lieu d'être satisfait de l'épreuve à laquelle ses bataillons furent soumis.

L'évolution toujours plus nettement dessinée de la Confédération vers la Coalition, les dispositions militaires prises par les Alliés et les Français, tous les événements qui s'étaient succédé dans les mois d'avril et de mai eurent forcément leur contre-coup sur la répartition des troupes suisses. En avril, l'armée des cantons était encore restée échelonnée le long du Jura. Bientôt des rapports incertains parvinrent au général Bachmann, indiquant d'une part la concentration de corps considérables sur le Rhin et au débouché méridional du Simplon, et d'autre part différents mouvements de troupes du côté français, à Lyon, Besançon, Belfort.

Quelque vagues que fussent ces renseignements, ils firent sentir à Bachmann la disproportion entre ses effectifs et la largeur du front à couvrir ; le général jugea préférable de ramener ses brigades en arrière pour les grouper sur deux ou trois points principaux, d'où il ne serait pas difficile de les porter dans la direction qu'indiquerait les événements. Steigenstesch ne fut pas étranger à cette décision, ainsi que le prouve clairement sa correspondance avec Schwarzenberg.

La Diète entra dans les vues du commandant en chef.

Dès le 1<sup>er</sup> mai, laissant la frontière dégarnie, les troupes évacuaient leurs positions. Le 6 mai, elles avaient gagné leurs

nouveaux emplacements. Bachmann avec son état-major se tenait à Berne. Il avait choisi comme points de concentration, Yverdon, Aarberg et Bâle. En mai et juin, l'armée était distribuée de la façon suivante :

*1<sup>er</sup> division* (col. de Gady) dans le canton de Vaud.

Etat-major à Yverdon.

1<sup>re</sup> brigade (colonel Girard) à Valeyres.

3<sup>e</sup> » (colonel Glutz) à Pomy.

4<sup>e</sup> » (colonel Hogguer) derrière l'Orbe.

La 2<sup>e</sup> brigade (colonel de Graffenried) entre Orbe et Lausanne, en soutien, surveillant les routes Orbe-Lausanne et Aubonne-Aigle.

*2<sup>e</sup> division* (colonel Fussly).

Etat-major à Aarberg.

1<sup>re</sup> brigade (colonel Guiguer) à Nidau puis à Tavannes.

2<sup>e</sup> » (colonel Effinger) à Fraeschels et Kallnach.

*3<sup>e</sup> division* (colonel d'Affry).

Etat-major à Bâle.

1<sup>re</sup> brigade (colonel Lichtenhahn) autour de Bâle.

2<sup>e</sup> » (colonel Schmid) sur le Hauenstein en soutien.

En outre quelques corps avaient été détachés de la façon suivante :

4 bataillons à Genève (colonel de Sonnenberg);

2 » dans le canton de Neuchâtel (colonel de May);

2 » dans le Tessin (lieutenant-colonel Muret);

quelques subdivisions en Valais (colonel de Courten).

La réserve générale se composait des anciens soldats au service de France, qui, organisés à Berthoud, formèrent 4 bataillons réunis sous les ordres du colonel Abyberg. Quelques semaines auparavant, au début des Cent Jours, ces hommes avaient été appelés à Paris par Louis XVIII qui les considérait comme ses troupes les plus sûres. Fidèles à leur serment, ils résistèrent aux sollicitations et aux menaces de Napoléon et furent rappelés le 24 mars par décision de la Diète. Après une explication orageuse entre leur chef, le colonel Ch. d'Affry et l'Empereur, ils regagnèrent le pays avec leurs effectifs presque complets, traversant sans être inquiétés les bataillons de l'armée impériale.

Réglementairement, les troupes de la Confédération auraient dû compter 32 500 hommes d'infanterie (65 bataillons à 500 hommes) 1700 artilleurs (23 1/2 compagnies) 1600 carabiniers (20 com-

pagnies) et 500 cavaliers (16 compagnies à 50 hommes). Il s'en fallait de beaucoup que ces effectifs fussent atteints. En réalité, la première levée n'avait amené sous les drapeaux que 25 000 hommes. Dans ces conditions, Bachmann demanda la mise sur pied du second contingent soit 30 000 hommes, dont une partie fut aussitôt mobilisée.

Le chiffre de l'armée fédérale s'éleva dans la suite à 41 000 hommes. Malgré les louables efforts des cantons, les différentes unités se ressentirent toujours des conditions déplorables dans lesquelles les premières opérations s'étaient exécutées. En hâte, on instruisait, on exerçait les soldats ; on cherchait à subvenir aux défauts de l'équipement et de l'armement, aux lacunes de l'instruction, à l'inexpérience de troupes qui ignoraient le travail en commun. Les services auxiliaires n'existaient pas. Il fallut installer des campements ; des baraques s'élèverent à Valleyres-sous-Rances, à Chevressy, Pomy, Chavornay. Le 17 juillet, un incendie détruisit le camp de Valleyres. Autant de réformes onéreuses que Bachmann signalait à la Diète et qui imposaient aux cantons des frais considérables.

Matériellement et moralement, l'armée demeurait composée d'éléments trop disparates pour qu'on pût leur donner quelque cohésion : « une vraie carte d'échantillons et de couleurs, » suivant l'expression de Steigentesch qui, dans les rapports adressés à son chef, a finement observé et heureusement caractérisé les soldats suisses et leurs chefs.

« Notre première préoccupation, écrivait Schwarzenberg à son émissaire, doit être d'apporter autant d'unité que possible dans la direction supérieure de ces corps, si nous voulons pouvoir compter sur eux avec quelque tranquillité. »

Pour rétablir cette unité, il eût fallu supprimer les causes profondes de dissensiments qui travaillaient les chefs et divisaient l'état-major. Ces rivalités tenaient à la politique suisse et à la crise européenne. Les officiers vaudois ressentaient vivement la méfiance dont leurs concitoyens étaient l'objet de la part du commandement supérieur. Le vieux Bachmann n'avait-il pas parlé de leur canton comme d'un « ennemi à surveiller ? » Au moment de la mise sur pied, le langage imprudent de certains colonels, notamment de Gady et de Girard, faillit provoquer de graves conflits.

Adversaires et partisans de Bonaparte étaient séparés par

de violentes inimitiés. Beaucoup d'officiers avaient combattu sous l'Empereur en Espagne et en Russie et ne pouvaient oublier leurs glorieuses campagnes ; le colonel Guiguer était de ce nombre.

Par contre, de Gady, de Wattenwyl, d'Affry, ne voyaient que l'ancien régime et exécreraient l'Empire. On a vu que le commandant en chef épiait l'occasion favorable qui lui permettrait d'engager une action offensive contre la France ; il était appuyé par les jeunes gens du quartier général qui manifestaient des intentions très belliqueuses. A peu près seul de son espèce, Finsler prêchait le calme et la modération.

Les mêmes oppositions se faisaient sentir parmi les soldats. Les Bernois et les Vaudois, quelques semaines auparavant prêts à en venir aux mains, se détestaient cordialement. D'une façon générale, les rivalités des chefs se répercutaient fâcheusement sur la discipline des hommes.

Et malgré tout, de l'aveu même de Steigentesch, il aurait suffi de peu de chose pour faire de cette armée une puissance avec laquelle on dût compter. La mobilisation de 1815 marquait déjà un progrès sur celles de 1809 et de 1813. Elle avait groupé 40 000 hommes, chiffre respectable qui jusqu'alors n'avait jamais été atteint pendant la Médiation et elle avait révélé une indéniable bonne volonté des cantons. Dans la troupe comme dans le corps d'officiers, les valeurs ne manquaient pas ; l'esprit militaire était encore vivace. Considérés séparément, quelques corps faisaient une excellente impression. C'était le cas notamment pour les troupes des grands cantons, Berne, Zurich et Vaud. Steigentesch ne craignait point de comparer le contingent bernois aux meilleures troupes de l'Europe. Il estimait fort les chasseurs, « troupe excellente et nombreuse », capable de constituer un corps de 10 000 hommes « bons tireurs et exercés, habitués par leurs montagnes aux fatigues et qui pourraient rivaliser avec les miquelets en Espagne. »

Le baron revint fort étonné d'une tournée d'inspection faite avec l'état-major suisse. Il demeurait surpris du prompt résultat obtenu avec des hommes qui n'avaient passé que quelques semaines sous les drapeaux. « Le milicien suisse, écrivait-il, oublie ses préjugés cantonaux pour n'être plus que Suisse et soldat. » Lentement, un sentiment militaire commun renaissait.

Les troupes suisses paraissaient maintenant en état de sou-

tenir un rôle défensif. Etaient-elles capables d'une offensive ? Plus tard, Bachmann répondant affirmativement à la question, leur fit passer la frontière française.

En attendant, les événements se précipitaient. Les soldats de la Confédération assistaient bras croisés, immobiles dans leurs positions, au branle-bas qui allait déverser sur leur pays le flot des armées alliées.

### III

Dès les premiers jours de juin, les nouvelles se précisèrent.

Du côté français, les troupes de Dessaix poussaient leurs avant-postes vers l'Arve et jusque sous les remparts de Genève. Les officiers ne dissimulaient pas leur intention d'occuper la ville le plus promptement possible pour s'en faire un point d'appui contre les troupes autrichiennes qui pourraient venir du Simplon.

Néanmoins, les relations de bon voisinage entre Français et Genevois continuaient. Jusqu'au dernier moment l'Empereur, comptant sur les nouveaux cantons pour susciter en Suisse une diversion favorable à sa politique, conserva l'espoir d'éviter un conflit avec la Confédération. C'est dans cette idée qu'il avait donné à ses généraux les instructions les plus conciliantes. Le 20 mai, il insistait encore sur la nécessité d'observer strictement l'article du traité de Paris qui autorisait le passage des troupes suisses et genevoises par Versoix.

Au moment de la fusillade de Myes, les autorités militaires françaises manifestèrent un vif désir d'éclairer les causes de ce fâcheux incident et de dissiper tout malentendu : « La volonté de l'empereur, écrivait Dessaix, à l'officier commandant dans le pays de Gex, est que les hommes coupables de ces attentats soient recherchés et punis d'une manière exemplaire, qui ne laisse aucun doute aux braves Vaudois et Argoviens sur les intentions bien prononcées de la France de conserver à jamais la bonne intelligence et l'union qui doit régner entre deux peuples faits pour s'entendre. »

Le vœu de Napoléon répondait aux sentiments personnels des généraux français. Dessaix notamment, entretenait avec plusieurs Vaudois et Genevois des rapports très amicaux ; en 1814 déjà, il s'était bien gardé de bombarder Genève, malgré les ordres supérieurs.

La convention du 20 mai changea la situation en confirmant à l'Empereur le fâcheux pressentiment qui lui montrait la Suisse désormais ouverte aux Autrichiens.

Le 12 juin, Napoléon partait pour Avesnes. Dès lors, la pression des troupes françaises s'accentua devant Genève. Sur les passages du Jura, on poussa plus activement que jamais les travaux de fortifications. Lecourbe, de son côté, demandait à Paris les pleins-pouvoirs qui lui permettraient, cas échéant, d'attaquer Bâle.

Du côté allié, le commandement supérieur ne laissait rien transpirer de ses projets. Pendant tout le mois de mai, les bruits les plus contradictoires circulèrent. Cependant les symptômes inquiétants ne manquaient pas. Le 9 mai, on vit sur le Simplon des officiers d'apparence étrangère, qui examinaient les passages et interrogeaient les habitants. Le 5 juin, le Conseil d'Etat vaudois envoya aux informations une « personne de confiance » qui trouva le pays rempli de troupes en amont et en aval de Domo d'Ossola. Mais cet émissaire ne put rapporter de renseignements exacts sur la destination de ces différents corps. Le 11, un autre rapport signala la présence de postes autrichiens détachés jusqu'à Crevola.

A la même date, Bachmann expédiait à titre officiel le colonel de Pourtalès à Domo d'Ossola pour connaître les intentions du feld-maréchal Frimont, commandant de l'armée de la Haute-Italie. Cette mission ne servit de rien.

Jusqu'à la dernière minute, l'officier autrichien sut cacher son plan et désorienter les indiscrets. Steigentesch seconda puissamment son chef. A n'en pas douter, le baron se servit en Suisse de la presse pour égarer l'opinion publique. De bonne heure, il disposa de la *Neue Zürcher Zeitung* qui ne donna bientôt plus que les nouvelles favorables aux alliés ; il s'assura également de la *Aargauer Zeitung* ; enfin, il est fort probable qu'il sut gagner la *Gazette de Lausanne* dont la collaboration lui semblait essentielle parce que ce journal, jusqu'alors suspect de sympathies bonapartistes, était le seul rédigé en langue française et lu en France. A n'en juger que d'après les renseignements publiés dès lors par la feuille lausannoise, on peut admettre que la tentative de Steigentesch réussit.

Dans les premiers jours de juin, le bruit se répandit en Franche-Comté que les Autrichiens avaient passé en Valais.

Cette nouvelle provoqua une alarme générale. On sonna le tocsin, les troupes furent mises sur pied. Lecourbe inquiet se rendit en hâte à Morez, croyant déjà trouver l'ennemi sur le Jura. Il reconnut que le message était prématuré; mais il ne se dissimulait déjà plus que la Suisse ouvrirait sans hésiter ses routes aux Autrichiens concentrés à Domo d'Ossola. Le 16 juin, il exprimait encore à Davout sur ce point des craintes qui allaient immédiatement se réaliser, puisque à cette date, en fait, la question du passage des Alliés était déjà tranchée. La Coalition estimait l'instant venu d'appliquer l'article 4 de la convention du 20 mai. Le 4 juin Steigentesch avait remis à la Diète une note demandant pour l'armée de Frimont l'autorisation de passer la frontière helvétique.

Qu'était cette armée de la Haute Italie dont l'avant-garde marchant sur le Simplon remontait déjà la vallée d'Ossola? Quelles furent ses origines, sa mission, son histoire?

En 1814, Murat, roi de Naples, en mauvais termes avec son beau-frère Napoléon, avait opéré une rapide conversion, après entente avec l'Autriche qui lui garantissait la possession de ses Etats moyennant sa coopération à l'œuvre de la coalition. En 1815, préoccupé surtout de conserver son royaume, Murat changeait encore de politique. Habilement, il se posait en champion de l'Italie unifiée; en remuant dans la Péninsule les vieilles idées d'indépendance, il espérait être porté par un irrésistible mouvement national qui ferait de lui un important personnage en Europe.

Au milieu de mars, il s'était avancé avec 35 000 hommes de Naples sur Rome, puis sur la Toscane et les Marches. Maintenant réconcilié avec Napoléon, il espérait atteindre la Lombardie et tendre la main aux troupes impériales. Cette intervention prématuée et imprudente fut désastreuse pour la France. Survenue très peu de temps après le retour de l'île d'Elbe, elle fournit à la coalition l'occasion bienvenue de démentir les protestations pacifiques de Bonaparte et d'attribuer à celui-ci les responsabilités et les torts d'une agression qui suffirait aux yeux de l'Europe à justifier une mobilisation générale.

Le feld-maréchal Frimont et le général Bianchi reçurent pour mission de se débarrasser de Murat, puis, une fois ce gêneur écarté, d'envahir la France par la frontière sarde. La première partie du plan avait été promptement réalisée. Après quelques

succès passagers, le roi de Naples, pris entre les troupes de Neipperg et de Bianchi, fut battu par ce dernier à Tolentino, le 2 mai. Une semaine après il abandonnait ses Etats.

Frimont laissait à son lieutenant le soin d'achever la pacification des provinces napolitaines. Il groupa ses forces en Lombardie et se prépara à accomplir la seconde moitié de sa tâche.

On sait que dès le début de la crise, Schwarzenberg avait décidé d'occuper la Suisse, sans tenir aucun compte de la neutralité helvétique. Différentes raisons l'empêchèrent de procéder immédiatement à cette opération pour laquelle il avait reçu pleins pouvoirs de son souverain. C'était avant tout la crainte d'envenimer le conflit avec Alexandre, toujours intraitable sur le chapitre de la Confédération; c'était aussi l'incertitude des renseignements parvenus sur Napoléon et qui ne permettaient pas de discerner les plans de l'adversaire. A toute éventualité, le généralissime autrichien gardait massé à Stockach le corps de cavalerie du prince de Hohenzollern qui, au premier signal, devait entrer en Suisse par Schaffhouse.

Les rapports qui lui avaient été adressés sur l'état des armées suisses et sardes n'étaient pas de nature à lui inspirer grande confiance dans la solidité de sa ligne de bataille sur le Jura et les Alpes de Savoie.

Avec peine, en trois mois, le roi de Sardaigne avait mis 40 000 hommes sur pied; mais ces troupes étaient mal équipées et manquaient de fond. Au commencement d'avril, elles occupaient la Tarentaise et la Maurienne, sous les ordres du général de Robilant.

Les environs de Genève, le Chablais et le Faucigny étaient gardés par quelques détachements du régiment Montferrat, commandés par le général Andezeno; les soldats sardes s'étaient même installés à Carouge bien que le congrès de Vienne eût annexé cette localité au canton de Genève.

Considérant la protection insuffisante de son flanc gauche, Schwarzenberg prescrivit à Frimont de se tenir prêt à avancer<sup>1</sup>.

Il l'informa bientôt que le premier objectif de l'armée de la Haute-Italie serait Lyon, d'où elle continuerait ensuite son mou-

<sup>1</sup> Une triple ligne de courriers reliait à travers la Suisse les quartiers-généraux des deux officiers; ce service, qui comptait 46 relais de Bâle au Simplon, redoubla d'activité dès le début de mai.

vement pour opérer sa jonction avec l'armée du Rhin. L'incertitude qui régnait au quartier général ne permit pas à Frimont de déterminer immédiatement l'itinéraire à suivre.

Les deux passages qui devaient en dernier ressort lui ouvrir le chemin de Lyon étaient :

1<sup>o</sup> La route des Echelles conduisant de la vallée de l'Isère sur Lyon.

2<sup>o</sup> Le défilé de l'Ecluse.

Pour arriver au premier passage, il disposait de trois routes : le Mont Cenis, le Petit St-Bernard et le Genève. Pour atteindre le second, il était obligé de marcher sur Genève en prenant soit par le Genève et la vallée de l'Arve, soit par le Simplon et le Valais.

C'est à cette dernière alternative que le général autrichien s'arrêta. Il était facile à Suchet de défendre les cols des Hautes Alpes depuis le Chablais jusqu'au littoral ; toute opération entreprise sur cette ligne pouvait entraîner un retard considérable.

Par contre, le Simplon permettait aux Autrichiens de gagner rapidement Genève par le Chablais ; il leur ouvrait aussi la perspective d'utiliser la route vaudoise, ressource précieuse pour le cas où les Français auraient fortifié la rive gauche du lac.

Pourtant, cette combinaison si avantageuse présentait un risque, celui d'une occupation des défilés de Saint-Maurice ou de Meillerie par les soldats de Dessaix, grave éventualité qui pouvait réduire à néant le plan de Frimont. Or, ces deux points dangereux étaient aussi mal gardés l'un que l'autre. Il importait de s'en assurer en hâte et de prévenir à tout prix l'adversaire qui accentuait chaque jour son activité devant Genève. En attendant de recevoir de son chef l'ordre de mouvement qui le porterait en avant, Frimontachevait sur Domo d'Ossola la concentration de ses troupes échelonnées à Milan, Gallarate, Varese, Arona.

En même temps, il prit d'avance les mesures propres à assurer à son armée une marche facile et rapide et il envoya en Suisse un officier de confiance, le lieutenant-colonel Welden, chargé de préparer la route aux Autrichiens.

Welden remplit avec intelligence son importante mission, comme le prouvent les rapports détaillés qu'il fit parvenir à son chef. Il se rendit d'abord à Genève, inspecta les fortifications qu'il trouva en bon état et se mit en rapport avec Steigentesch

ainsi qu'avec quelques personnalités influentes de la ville. De là, il fit rayonner de nombreux espions jusqu'à Lyon, Chambéry, Grenoble, Dijon. A la fin de mai, il remontait en personne la vallée de l'Arve, arrivait à St-Maurice et regagnait Genève par le Val d'Illiez et Thonon. Il avait reconnu ou fait reconnaître les deux rives du lac ; il s'était renseigné aussi bien sur les dispositions des habitants que sur les ressources administratives. Il connaissait exactement les effectifs des troupes de Suchet et leurs emplacements.

Ces rapports déterminèrent Frimont à ne pas attendre l'ordre de Schwarzenberg pour pousser ses troupes jusque sur le Simplon. Le 9 juin, la division Crenneville, son corps le plus avancé, était prête à passer la frontière. Elle n'eut pas longtemps à attendre. Les négociations entre Schwarzenberg et la Diète au sujet du passage des Autrichiens ne pouvaient plus être considérées que comme de simples formalités. Elles furent conduites avec une rapidité et une désinvolture extraordinaires. Le 19 mai, c'est-à-dire avant même que la convention eût été signée, le généralissime avait délégué pleins pouvoirs à Steigentesch pour formuler les premières demandes. Le président de la Diète reçut le premier ces ouvertures dans le plus grand secret. Le 10 juin, les Commissions diplomatique et militaire recurent connaissance des intentions de Schwarzenberg pendant que Steigentesch en avisait le colonel de Courten.

Le 11 juin, les députés du Valais apprenaient à leur tour le prochain passage dans leur vallée d'une colonne de 50 000 Autrichiens.

Le 14 juin, Steigentesch fit parvenir au gouvernement un bref message qui fut officiellement communiqué à la Diète le surlendemain. Les circonstances, disait cette note, exigeaient une application immédiate de la Convention du 20 mai. Le « cas d'urgence » prévu dans l'article 4 se présentait. La Suisse ne pouvait se refuser au désir des puissances et désormais le sort de ses troupes était lié à celui des armées alliées.

Que répondre à des exigences aussi nettement formulées ? Le président de la Diète, les membres des Commissions n'avaient même pas songé à éléver d'objections. L'assemblée se borna à exprimer dans son message son étonnement de ce qu'on eût demandé une application de la Convention du 20 mai, avant que les parties contractantes eussent échangé les ratifications de

l'acte. Avec beaucoup de ménagements et mille réticences, elle réclama l'observation exacte de tous les termes du compromis. Après une protestation embarrassée, pour finir, elle accordait aux Autrichiens le passage demandé. « Voilà beaucoup de mots, écrivit dédaigneusement à ce sujet Steigentesch à Schwarzenberg; ici, ils appellent cela une note ».

Le pas décisif était fait. Il ne restait plus aux autorités fédérales et cantonales qu'à veiller à ce que cette nouvelle invasion se fit dans les conditions les moins onéreuses pour le pays.

Le général Bachmann chargea les colonels de Courten et de Pourtalès d'accompagner la colonne autrichienne en Valais, d'activer autant que possible le mouvement, de ménager les lieux d'étapes et de parer aux dangers qui résulteraient des encombrements de blessés.

Dans le canton de Vaud, le gouvernement prit quelques mesures militaires. Il fit placer au pont de St-Maurice un poste de 25 hommes que commanda le capitaine Bégoz, ancien officier au service de France. Les bacs du Rhône, à Illarsaz, Collombey et Massongex furent gardés par la gendarmerie; le Château de Chillon, où on venait de transporter les armes et les munitions déposées à Morges, fut occupé par 25 vétérans vaudois sous les ordres du lieutenant Genand. Une garde sédentaire fut organisée dans tout le canton; elle comprenait, comme en 1813, tous les citoyens valides, âgés de plus de 18 ans. Ces dispositions causeront dans le pays une vive émotion que vint encore accroître la nouvelle des événements survenus à Genève.

Dans cette ville, on vivait depuis plusieurs semaines dans une continue inquiétude. Dessaix resserrait chaque jour autour de la cité le cordon de ses avant-postes. Dès les premiers jours de mai, Sonnenberg, commandant de place, s'attendit à un coup de main du général français. Il disposait de 2400 hommes, soit deux bataillons fédéraux, un vaudois et un fribourgeois, et la milice genevoise sous les ordres de Pictet de Rochemont. Plus tard, le chiffre total de la garnison fut porté à 4000 hommes.

Les Suisses gardaient les remparts et occupaient la porte Neuve et celle de Cornavin. La porte de Rive avait été assignée à la garde soldée de Genève. La milice restait au centre de la ville. Le service de surveillance comptait 300 hommes.

Sonnenberg fit pousser les travaux de fortifications, et même il organisa une petite escadre, composée de deux barques armées

de canons. M. Kunkler, ancien officier de marine, et M. du Roveray commandaient ces bâtiments, qui croisèrent devant Versoix.

(A suivre.)

H. MURET,  
capitaine d'artillerie.

B. DE CÉRENVILLE.  
capitaine d'infanterie.

